

Le capital-investissement français au mieux de sa forme

Les fonds ont collecté 16,5 milliards d'euros en 2017 et investi dans 2 100 entreprises non cotées, un record.

DANIÈLE GUINOT  @danieleguinot

FINANCE Le capital-investissement a le vent en poupe. L'an dernier, les fonds investissant dans des entreprises non cotées ont collecté 16,5 milliards d'euros. C'est un niveau historique, en hausse de 13 % par rapport à 2016, selon l'étude annuelle de France Invest, l'association des investisseurs en capital. Autres records, ces fonds ont investi 14,3 milliards d'euros (+135% depuis 2012 !) dans 2 142 entreprises non cotées, des start-up, des PME et des ETI (+13% par rapport à 2016 et 85 % entreprises françaises).

«La France est restée en 2017 le pays d'Europe avec le plus d'entreprises non cotées ayant ouvert leur capital à des actionnaires professionnels», précise France Invest. Des actionnaires dont le métier est de prendre des participations dans des entreprises avant de les reven-

dre trois à sept ans plus tard en moyenne.

L'essentiel des capitaux collectés provenait de l'épargne des Français (63 %) et, dans une moindre mesure, d'investisseurs internationaux (37 %), en quête de placements rémunérateurs dans un contexte de taux bas. L'an dernier, les fonds de fonds et les compagnies d'assuran-

ces sont à nouveau arrivés en tête des investisseurs les plus actifs, révèle l'étude, menée avec Grant Thornton.

« Pas un feu de paille »

Ce dynamisme est une bonne nouvelle pour l'économie française. « C'est un indicateur avancé de ce qui va se passer au niveau de la transfor-

mation de l'économie française », estime Olivier Millet, président de France Invest. « Il ne s'agit pas d'un feu de paille, mais d'une réelle tendance », ajoute-t-il en soulignant que les montants collectés ont doublé depuis 2013. D'autant que le capital-investissement est de plus en plus une alternative à la Bourse pour les entreprises voulant grandir. La forte

hausse des prix d'acquisition de sociétés et le retour d'opérations avec des niveaux d'endettement très élevés commencent à inquiéter les pouvoirs publics.

Récemment, le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) a dit « surveiller avec la plus grande attention » les conditions d'octroi des crédits bancaires, en particulier dans le cadre des opérations de rachat d'entreprises avec fort effet de levier. Cependant, 2018 s'annonce pour l'heure sous de bons auspices. Les levées de fonds se poursuivent. PAI Partners vient ainsi de collecter 5 milliards d'euros. « La France va devenir le centre de l'Europe en matière de capital-investissement, devant nos amis britanniques » d'ici à 2020, prédit Olivier Millet. Il espère que l'industrie tirera parti du Brexit et que les fonds, de plus en plus importants, lèveront globalement 20 milliards d'euros par an, d'ici à deux ans. ■

Les projets étrangers au plus haut depuis dix ans

Les États-Unis sont redevenus l'an passé le premier investisseur étranger dans l'Hexagone, tous secteurs confondus, devant l'Allemagne, qui leur avait ravi ce trône en 2016. C'est ce qui ressort du rapport de Business France, rendu public mardi, confirmant des informations publiées dans *Le*

Figaro (nos éditions du 29 mars). 2017 marque une augmentation très nette des décisions d'investissement étranger : +16%, leur nombre frôlant les 1 300. De quoi créer ou maintenir 33 489 emplois, un résultat en hausse de 11 %. 2017 est ainsi le meilleur cru depuis dix ans. 50 %

des décisions sont des ouvertures de sites, et 42 % des extensions d'activités existantes, les 8 % restants étant des rachats d'entreprise. « La stratégie d'attractivité que nous avons développée avec le chef de l'État est la bonne », a conclu Bruno Le Maire, ministre de l'Économie. C. C.

14,3
milliards
d'euros
ont été investis
dans 2 100 entreprises
en 2017